

25 septembre 2019

République démocratique du Congo: Intimidation et attaques contre les défenseurs des droits fonciers dans les provinces de Tshopo et d'Équateur

Le 18 septembre 2019, **Mombulu Boyoma Alphonse** a été arrêté à Yangoma, puis détenu au poste de police de Lokutu à la suite d'une plainte déposée contre lui par le Procureur général de la province de la Tshopo. La plainte est liée à une manifestation des villageois contre Plantation Huilerie du Congo (PHC-FERONIA) en mars 2019. L'arrestation fait suite à une tentative d'arrestation le 15 septembre 2019, lorsque des policiers sont venus chez Mombulu Boyoma Alphonse en pleine nuit. A cette occasion, le défenseur des droits humains s'est échappé dans la rivière soupçonnant une tentative d'enlèvement car la police n'a pas présenté de mandat officiel.

Mombulu Boyoma Alphonse est le chef traditionnel de la communauté Mwingi dans la province de la Tshopo et un défenseur des droits fonciers. Au cours des dernières années, il a enquêté et dénoncé l'accaparement des terres et les violations des droits humains liées à la présence d'entreprises multinationales dans sa communauté et dans les zones rurales à proximité. Il a travaillé avec le [Réseau d'Information et d'Appui aux ONG nationales](#) (RIAO-RDC), un réseau de 256 organisations non gouvernementales et 333 associations d'agriculteurs dans différentes provinces de la République démocratique du Congo. RIAO-RDC a joué un rôle de premier plan en travaillant avec les communautés des zones rurales de la RDC pour défendre les droits à la terre et aux ressources.

Mombulu Boyoma Alphonse est actuellement en détention au poste de police de Lokutu. Dans la nuit du 15 septembre 2019, la police avait tiré des gaz lacrymogènes sur la ferme d'huile de palme de Mombulu Boyoma Alphonse où il vit, avant de tenter de l'arrêter. Il a rapporté que les policiers qui ont tenté de l'arrêter lui ont dit que "nous allons tirer sur tous les villageois et voir si le RIAO-RDC va les sauver". Après avoir été battu lors de la tentative d'arrestation, il s'est enfui dans la rivière. La même nuit, trois membres de sa communauté ont été enlevés par des inconnus et sont toujours portés disparus.

Ces incidents ne sont pas isolés. Le 12 septembre 2019, le défenseur des droits humains et dirigeant communautaire Iswetele Eswetele Mokili de Yalipombo et trois de ses collègues ont été arrêtés à Lokutu par le commandant Mofanza de la Police nationale congolaise. L'officier de la Police aurait été accompagné par des gardes de PHC-FERONIA dans une Jeep portant le logo de l'entreprise qui auraient été reconnus par la communauté. L'arrestation a été effectuée sous mandat du procureur général de Kisangani dans la province de la Tshopo. Les charges retenues contre le défenseur des droits humains restent floues.

RIAO-RDC a déposé une plainte auprès du Mécanisme indépendant de traitement des plaintes de la DEG, une institution allemande de financement de projets de développement, et de la Banque néerlandaise de développement (FMO). La DEG a apporté un soutien financier aux activités de PHC-FERONIA en RDC et procède actuellement à un examen préliminaire de la plainte déposée par RIAO-RDC le 5 novembre 2018. Depuis le dépôt de la plainte, les communautés et des organisations internationales ont enregistré des incidents d'intimidation et de harcèlement contre des membres de la communauté et des défenseurs des droits humains. Cela inclut le meurtre d'un membre du RIAO-RDC le 15 juillet 2019. Joël Imbangola a été tué par un agent de sécurité employé par PHC-FERONIA à proximité des plantations de Boteka de l'entreprise à Bempumba, province de l'Équateur. A l'heure actuelle, l'agent de sécurité accusé est en détention et l'enquête est toujours en cours.

Front Line Defenders est préoccupée par les attaques contre le personnel de RIAO-RDC et les leaders communautaires impliqués dans la plainte avec PHC-FERONIA et exhorte les gouvernements locaux des provinces de Tshopo et d'Équateur à s'assurer que ces défenseurs des droits fonciers sont protégés des abus par la police et les représentants des compagnies.

Front Line Defenders exhorte les autorités de la République démocratique du Congo à :

1. Libérer immédiatement et sans condition **Mombulu Boyoma Alphonse** et **Iswetele Eswetele Mokili**, car leur garde à vue semble uniquement motivés par leur travail légitime de promotion et de protection des droits humains;
2. Mener une enquête immédiate, approfondie et impartiale sur le meurtre des défenseurs des droits humains **Joël Imbangola** en vue de traduire les responsables en justice conformément aux normes internationales ;
3. Prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'intégrité physique et psychologique et la sécurité des défenseurs des droits humains travaillant avec le RIAO-RDC ;
4. Garantir qu' en toutes circonstances les défenseurs des droits humains en **RDC** soient en mesure de mener à bien leurs activités légitimes en faveur des droits humains sans crainte de représailles et sans aucune restriction, y compris le harcèlement et les menaces en ligne.